



## Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :  
Isabelle TOUZARD

## Hors commission - Création d'un collège de déontologie

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

En application de la loi « Déontologie » et de la loi « Sapin II », un décret n°2017-519 est venu rendre obligatoire la création au sein de l'ensemble des collectivités territoriales d'une fonction de « référent déontologue ».

Ce référent a pour responsabilité de favoriser le respect des principes du « bloc de déontologie » intégré désormais à la loi du 13 juillet 1983 : dignité, probité, impartialité, neutralité, prévention des conflits d'intérêt, des cumuls d'activité, exercice du droit de désobéissance hiérarchique... Il doit assurer une fonction de conseil, mais aussi de prévention (sensibilisation, conception de guides de bonnes pratiques ou de chartes internes...).

Il appartient aux collectivités de taille plus importante d'organiser elles-mêmes cette fonction (de façon internalisée ou externalisée). Le référent déontologue doit être soit un fonctionnaire en exercice, soit un fonctionnaire ayant cessé son activité, soit un magistrat, et exercer son activité avec obligation d'autonomie et de secret professionnel.

La loi « Transformation de la Fonction publique » du 6 août 2019 est également venue supprimer la commission de déontologie (qui était auparavant saisie pour toutes les demandes d'agents d'accéder à des temps partiels ou des disponibilités pour créer une entreprise, ou encore de leurs départs vers le secteur privé ainsi que certaines demandes de cumuls d'activité). Ce contrôle doit donc désormais être effectué par l'administration en lien avec le référent déontologue de la collectivité.

Afin de garantir une fonction de conseil efficace quant aux exigences en matière de déontologie, mais aussi de proposer des dispositifs efficaces de prévention des manquements à ces exigences, il est donc proposé que soit créé un collège de déontologie, commun et à disposition de la Métropole, la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier ainsi que de toute commune membre de la Métropole.

Ce collège pourra être consulté, par le biais d'un formulaire de saisine, pour toute demande de conseil ou d'analyse sur des questions liées à l'activité professionnelle des agents hors des collectivités, mais aussi pour favoriser la connaissance et le respect des impératifs déontologiques des agents et des élus dans l'exercice de leurs fonctions. Ses avis rendus, comme les saisines reçues, seront strictement confidentiels.

Ce collège sera composé comme suit :

- d'un représentant de la Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique,
- d'un représentant du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales ;
- d'un représentant du Secrétariat Général ;
- d'une personnalité qualifiée disposant d'une solide culture juridique et d'un intérêt pour les questions de moralisation de la vie publique.

Un appel à candidatures est donc créé par la présente délibération pour ce dernier membre du collège. Les candidatures pour le siège de personnalité qualifiée devront être adressées avant le 1<sup>er</sup> octobre à Montpellier Méditerranée Métropole- Direction du Secrétariat général.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver la création du collège de déontologie, exerçant pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier ainsi que de toute commune membre de la Métropole, les fonctions de référent déontologue ;
- d'approuver sa composition telle que proposée et l'ouverture de l'appel à candidatures pour intégration à ce collège d'une personnalité qualifiée ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-141986-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.